

le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électorale.

Correspondance, abonnements :
20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris
Versements :
Chèque bancaire à l'ordre de SARO
ou chèque postal à l'ordre du
« Prolétaire »

Abonnements :
1 an : 50 F ; 6 mois : 25 F
pli fermé : 80 F et 40 F
Abonnements de soutien :
à partir de 100 F

17^e ANNEE - N° 315
LE NUMERO : 2 F 50
15 FB - 1 FS
13 au 26 juin 1980

Préparer la riposte ouvrière à l'offensive capitaliste !

Avec près d'un an d'avance, voici revenir en France les premières bouffées de l'opium électoral — drogue que les groupes d'extrême gauche, pour la plupart, n'ont d'ailleurs jamais cessé de répandre, avec leur « Union dans les luttes », et leurs bêlements suppliants pour un

gouvernement PC-PS. De nouveau, comme en 78, on va demander aux travailleurs de remettre leurs revendications, et surtout leurs luttes à plus tard sous prétexte de ne pas effrayer l'électeur.

Or pendant ces trois ans, la bourgeoisie n'a pas cessé de marquer de nouveaux points, et d'abord sur le terrain économique : nouvelles fournées de licenciements, durée moyenne du chômage allongée, baisse effective du pouvoir d'achat de 3 à 5 %, qui oblige les travailleurs pour la première fois depuis des années à épuiser leurs petites réserves (les dépôts à la Caisse d'Épargne ont enregistré une baisse spectaculaire ce semestre). Et l'OCDE annonce pour les années prochaines un faible taux de croissance, avec une nouvelle montée du chômage. Attaques aussi sur l'ensemble des conditions de vie, avec l'effort continu des patrons pour imposer une durée annuelle du travail, modulée à leur gré, et une liberté plus grande pour imposer des heures supplémentaires ; convention sur la Sécurité sociale rognant les quelques garanties restantes pour les travailleurs régulièrement employés. Blindage en vue de la répression avec le projet Peyrefitte ou ses dérivés, offensive politique et policière contre les immigrés, et jusqu'aux dernières descentes policières avec emprisonnement de syndicalistes contre les radios-hors monopole. Ce que la CFDT avec son « réalisme » pour période de crise, la CGT

avec ses vantardises d'Hercule de foire sans mobilisation effective ont oublié, ou feint d'oublier, c'est que la bourgeoisie, — et surtout en période de crise — ne fait en général de concessions aux « réalistes » et aux modérés que lorsqu'elle se sent par ailleurs menacée par une force réelle, capable d'organisation et de continuité.

Pendant que les travailleurs ici récoltent les fruits amers du réalisme et de la responsabilité à la manière réformiste, ailleurs, dans des zones moins « civilisées », des prolétariats plus jeunes réempoignent les armes de la lutte directe, soit pour défendre leurs intérêts immédiats, soit pour essayer de secouer la chape de plomb de l'impérialisme allié à leurs propres Etats : en Turquie, en Corée, ce baigne productif dont les bourgeois du monde entier enviaient la paix de cimetières, en Algérie où le mouvement parti de Kabylie a réussi à ouvrir une fissure dans le front national issu de la guerre de libération...

Ces explosions restent circonscrites : elles trouvent contre elles la ligue mondiale des pompiers sociaux. Mais elles éveillent un certain écho, si étouffé soit-il par des décennies de paix sociale, dans les zones dites avancées ; un écho qui est

DANS CE NUMERO

- Réunion générale du Parti : Le Parti face à ses tâches internationales
- Impérialisme français
- L'OCI ou la rage de l'unité avec les réformistes
- L'extrême gauche et les élections en RDA

porté matériellement par le brassage massif des travailleurs, au travers de mouvements migratoires qui les mettent en contact par millions d'un pays à l'autre et d'un continent à l'autre. Et c'est bien pourquoi les Etats qui marchent sur leur dos tiennent à se donner tous les moyens de division et de contrôle politique, tous les disjoncteurs qui permettent de neutraliser cette force potentielle.

Face aux coups de la bourgeoisie, et malgré tous les narcotiques, des travail-

(Suite page 2.)

Récession économique et luttes sociales

Aux Etats-Unis, la récession a commencé, après une bonne année d'hésitations. Rien qu'en avril, le nombre de chômeurs est passé officiellement de 7,3 millions de travailleurs à 8,2 millions. Certains secteurs, comme l'automobile et le bâtiment, ont vu leur activité diminuer de moitié.

La Grande-Bretagne est entrée à son tour dans la tourmente. Selon des économistes « éminents », comme disent les bourgeois, le nombre de chômeurs dépasserait 2 millions en 85 (on sait que des mauvaises langues parlent de 2,5 millions à la même date en France...). Ces économistes n'hésitent pas à prédire d'ici à cinq ans, le « chaos économique » et la « destruction de moyens de production » (*Le Matin* du 2 juin).

Pour des économistes européens réunis à Budapest en mai, le second semestre 80 doit voir partout « de sérieuses difficultés », ce qui est confirmé par l'OCDE. « Et les perspectives de 1981 sont encore plus noires », écrit encore *Le Matin* du 2 juin. Bref, la crise risque d'être plus grave que celle de 1974-1975.

Dans un autre domaine, celui du système monétaire, un article publié dans *Problèmes économiques* du 7 juin fait le tour des perspectives d'avenir et conclut soit à une nouvelle hégémonie du dollar (ce qui est fortement improbable), soit à une instabilité permanente, « ce qui comporte à son tour deux menaces majeures :

— celle d'une aggravation des conflits sociaux à l'intérieur des pays développés, par suite de brusques fluctuations cycliques et d'un état chronique de sous-emploi ;

— celle d'une aggravation intolérable de la situation des pays non producteurs de pétrole du Tiers-Monde ; ces pays forment aujourd'hui le prolétariat extérieur ; c'est sur eux que le monde industrialisé décharge la plus grande partie du coût de l'irrationalité de sa structure et de sa gestion. C'est de ces pays que peuvent naître les conflits les plus menaçants pour la paix du monde. »

Nous sommes bien rentrés dans une nouvelle ère des crises et des guerres, mais aussi des révolutions...

Bondy - Vénissieux - Nanterre Autodéfense ouvrière !

Bondy : Vendredi 31 mai, à 22 h 30, cinq jeunes Algériens de la Cité Delattre sont tabassés par une bande raciste. L'un des jeunes est tailladé à coups de rasoir. Tout le monde politique officiel, démocratique et « de gauche », veut étouffer l'affaire. Ce n'est qu'une affaire de rivalités de « bandes » !

Vénissieux : Pour le maire communiste de la ville, comment expliquer à la séance du conseil municipal du 6 juin les délits, les vols, les violences et les crimes sinon par le fait de « bandes de jeunes Nord-Africains » ?

Nanterre : Jeudi 5 juin, 14 h, sept cars de police investissent la cité de Doucet, peuplée de familles maghrébines, défoncent toutes les portes et saccagent les logements ! Il paraît qu'ils cherchaient un voleur.

Voilà les faits quotidiens. Face à la campagne raciste dirigée contre les travailleurs étrangers et au déchaînement des violences policières et parapolicières, la classe ouvrière a besoin non des pleurnicheries démocratiques mais d'une véritable autodéfense, et de la lutte sans merci contre le contrôle de l'immigration, la bourgeoisie et ses larbins social-impérialistes.

Soutenez le développement international de la presse du Parti !

Le PCF, champion de l'impérialisme français

Dans la première partie de cet article (*Le Prolétaire* n° 314) nous avons vu la politique menée par l'impérialisme français dans la guerre commerciale que se livrent les différentes économies nationales pour faire face à la crise mondiale du capi-

talisme : renforcement du potentiel industriel pour combattre la concurrence des pays industrialisés et celle des pays du Tiers-Monde, renforcement de la compétitivité, mobilisation de toutes les ressources du pays, etc.

Sur toutes ces questions quelle est la position du parti qui se dit encore communiste, le PCF ? Elle est identique sur tous les plans à celle de la bourgeoisie, dans toutes ses composantes, mais encore plus nationaliste, encore plus impérialiste, encore plus chauvine avec toutes les conséquences qui en découlent pour la classe ouvrière. « Dans le cadre de sa stratégie générale de déclin », écrit A. Le Pors dans *La personnalité de la France dans le monde* (*Cahiers du Communisme*, janvier 1980, pp. 14-23), Giscard d'Estaing brandit comme une menace la perspective d'une France de l'an 2000 réduite à 1 % du monde. [...] Cette France à 1 %, cette France-croupion, les communistes la récusent ».

Le premier problème à affronter est d'ordre démographique. D'ici à la fin du siècle la population mondiale aura augmenté du même ordre de grandeur que de l'année 0 à 1950. Il s'agit pour la France de ne pas se faire écraser... par le nombre : « Cette évolution doit être prise en compte pour situer correctement à l'échéance de l'an 2000 la place de la France dans le monde. Elle souligne la nécessité d'une politique de soutien familial — c'est-à-dire d'une politique sociale — en harmonie avec nos propositions permettant d'assurer aux femmes et aux couples les moyens d'avoir les enfants qu'ils veulent ». La France a besoin de bras, disent les bourgeois.

L'autre problème mondial, vu toujours sous l'angle de la France, bien sûr, est la faim dans le monde. Il y a là pour l'économie française, l'occasion de faire de bonnes affaires : « Les rapports de la FAO considèrent qu'il faudrait tripler la production agricole mondiale au cours du dernier quart du XX^e siècle pour résoudre les problèmes de la faim dans le monde. La France, qui dispose de grandes potentialités en matière agricole et alimentaire pourrait trouver là un champ d'initiatives important. » Le CNPF a dû se réjouir en lisant cette phrase.

L'apôtre PCF de la défense des intérêts français oublie que les pays en développement n'ont pas de quoi acheter les produits qui leur manquent. Comment ? Des amoncellements fabuleux de marchandises d'un côté, des masses de gens qui ont faim, très faim, de l'autre, pourquoi des gens intelligents n'arriveraient-ils pas à régler ce problème dans l'intérêt de tous ? Allez donc faire comprendre que c'est impossible à un « expert » qui raisonne dans le cadre du système capitaliste et pour qui ce qui prime, c'est la défense de son propre impérialisme. La preuve ? Il faut « lutter pour un nouvel ordre mondial ». La France est menacée par une « tentative d'aménagement d'un super-impérialisme « trilatéral » fondé sous la haute domination de la RFA et du Japon dans leurs zones géographiques respectives, la France se trouvant vassalisée dans cette

organisation par la stratégie giscardienne de déclin ». Où est le danger ? « Seuls les pays maîtrisant la fabrication des biens d'équipement et les technologies majeures sont en mesure d'assurer la reproduction de leur système productif. Il faut donc refuser [RPR ou est-tu ?] la segmentation des processus de production et des marchés imposés par les multinationales et répudier la politique de spécialisation à outrance sur créneaux asservis par le capital monopoliste, ce qui n'a rien à voir avec une division internationale du travail conforme aux intérêts impliqués. »

La France est donc lésée dans cette division internationale du travail. Ses intérêts ne sont pas pris en compte suffisamment par les autres impérialismes. Il faut « instaurer une nouvelle division internationale du travail ». Et c'est ici qu'apparaît le rôle irremplaçable que joue le PCF dans la « vie nationale ». Lui seul peut dresser la classe ouvrière à côté de la bourgeoisie pour la défense commune de l'intérêt national : « L'un des obstacles majeurs au développement équilibré des échanges commerciaux réside dans les dispositions ultra-protectionnistes dont s'entourent bon nombre de pays développés et notamment les Etats-Unis et le Japon. Les peuples [c'est nous qui souli-

(suite page 4.)

Préparer la riposte ouvrière

(suite de la page 1)

leurs d'ici s'interrogent : les combattants de ces pays ne seraient-ils pas plus avancés que les « civilisés » que paralysent, entre autres, les mille liens du savoir-vivre démocratique ? Comme le disait un militant lorrain assistant à la descente des bandes armées de l'Etat sur les radios locales, « après tout, l'autodéfense, ça existe » !...

Et c'est avec la crainte de ce réveil que les syndicats ont tout de même voulu marquer la fin d'une année sociale étouffante par quelques manifestations sur la Sécurité sociale, manifestations organisées dans la division, comme des **exutoires**, insuffisantes pour faire plier un Etat pressé par la crise et le risque de faillite, mais dosées pour calmer, comme une bonne saignée, la nervosité des salariés, et leur ôter momentanément l'envie de bouger.

Le capitalisme lui-même accumule tant de matières inflammables que ni la bourgeoisie, ni ses aides de camp opportunistes, n'osent se fier au calme de surface du prolétariat — calme d'ailleurs relatif : pour ne citer que la France,

Longwy, Denain ne sont pas si loin. Ils prévoient déjà, outre les messages de paix pontificaux, outre le ménage répressif opéré par les directions contre des sections combattives, de nouveaux filets, comme les « comités d'atelier », pour paralyser d'éventuels mouvements de la base, de ces 75 % de travailleurs, en France, qui ne sont pas encadrés par les syndicats.

Il incombe au parti, si réduit soit-il en nombre, de se préparer de la façon la plus cohérente non seulement pour ses tâches historiques, mais pour toutes les responsabilités plus restreintes qu'il doit prendre aussi dans la lutte de défense à laquelle les travailleurs seront nécessairement poussés. Mais c'est aussi la responsabilité de tous les noyaux d'ouvriers combattifs qui réagissent et aux conditions de vie immédiate, et aux explosions encore fractionnées de la lutte de classe dans le monde, de ne pas baisser les bras devant le double rempart bourgeois et réformiste, et de poursuivre avec ténacité, même à une échelle modeste, un travail de jonction, de liaison et d'organisation de la riposte ouvrière.

Travailleurs sans papiers

Comment la CFDT a vendu leur peau

La négociation tous azimuts que la CFDT menait avec l'Etat a eu une conclusion et la presse a pu annoncer la « régularisation » des sans-papiers du Sentier.

Mais la réalité est toute autre, et c'est à une trahison complète des intérêts des travailleurs, conséquence logique de la politique et de l'action de la CFDT, que l'on assiste. L'accord CFDT-Stoléru est l'application concrète de la politique de la bourgeoisie : la liaison entre séjour et travail. Seuls seront régularisés les travailleurs entrés avant le 1^{er} mars 79 ayant soit un contrat de travail, soit une promesse d'embauche. C'est donc la porte ouverte à toutes les pressions des patrons sur les travailleurs et, de plus, la

plupart de ces ateliers sont eux-mêmes clandestins, et laisseront les immigrés qui y travaillaient sans aucun recours, sauf celui d'aller demander une promesse d'embauche à un patron « officiel ». Pour ceux qui n'auront rien, une attestation de trois ans leur sera remise, et après... l'expulsion.

Si l'on ajoute que les travailleurs algériens sont exclus de cet accord, on voit que tout est fait pour diviser les travailleurs entre eux et casser leur unité.

Une fois de plus, les opportunistes ont vendu la peau des travailleurs aux patrons. Il est grand temps que les travailleurs combattifs se rendent compte qu'ils n'ont rien à attendre de la « protection » de ces traîtres.

L'impérialisme français, Varsovie et la « bombinette »

Entre deux alignements...

La crise internationale accuse les oppositions entre fractions bourgeoises et soumet à rude épreuve toutes les forces politiques. C'est ainsi que Giscard, dénoncé comme « atlantiste » par le PCF et les gaullistes, se fait pourtant le champion de la discussion avec l'Est, rencontre Brejnev à Varsovie, et lance des appels à la détente en Finlande, au moment même où Mitterrand et Chirac dénoncent le « manque de fermeté » de la politique officielle.

Un des piliers de la politique militaire de l'impérialisme français est l'arme nucléaire. Même le PCF s'y est rallié. C'est que c'est un moyen de mieux marchander, le moment venu, l'aplatissement devant le chef d'une alliance impérialiste (Etats-Unis ou Russie) et en même temps pour chercher à faire pièce à la puissance économique de l'Allemagne.

Or, la discussion sur l'orientation de la politique militaire pour les cinq prochaines années vient au moment où l'Allemagne cherche à utiliser sa puissance économique pour marchander avec les Américains son accession à la puissance nucléaire, notamment par le biais, semble-t-il, de l'installation des Pershing-2. La politique militaire de la France a connu une évolution surtout depuis 76. Il s'agit de compléter la capacité nucléaire stratégique atteinte, en mettant sur pied un arsenal nucléaire tactique, et de passer à une coopération plus étroite avec l'OTAN pour la « défense de l'Europe » sur la base d'une Allemagne dénucléarisée dominant donc à la France une supériorité politique et militaire en Europe occidentale.

Cette évolution que le rapport de l'UDF sur la défense invite à poursuivre avec la bombe à neutrons (également destinée à l'« ennemi de l'intérieur » !) suscite une levée de boucliers générale. Ne parlons pas du PCF, champion zélé d'une « alliance de revers » avec la Russie. Le RPR propose dans son rapport un effort plus grand de dissuasion et le développement des sous-marins nucléaires, contestant que l'armée puisse déjà passer à la tactique, et donc à la bombe à neutrons ; c'est aussi sans doute la raison pour laquelle il se permet de proposer un service à quatre mois, qui en cas de conflit serait de toutes façons porté à une durée plus longue ! Même le PS accuse l'UDF de

« préconiser une hypothèse unique, l'hypothèse OTAN » (Hernu au Monde des 5-6 juin), ce qui signifie : il n'est pas encore temps de choisir !

C'est au même moment où la pression économique des Etats-Unis sur l'Europe se fait plus grande, que les pays européens traînent les pieds pour prendre de véritables sanctions économiques contre l'Iran, cherchent à préserver la discussion avec la Russie malgré l'intervention en Afghanistan, tant est puissant l'intérêt économique attaché à l'Est. C'est au même moment que les Européens, et la France en particulier, contestent la prétention des Américains de mener seuls la « protection » politique et militaire du Moyen-Orient et de son pétrole. C'est aussi en même temps que la signature d'un accord économique de 25 ans entre l'Allemagne et la Russie pousse Giscard à aller s'entendre avec Brejnev avant que Schmidt ne discute avec lui, bref à s'assurer que l'impérialisme français aura son mot à dire dans la politique allemande aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, et à se lancer dans de grandes manœuvres diplomatiques en Europe orientale.

Alors que la crise internationale et la préparation d'un nouveau conflit impérialiste poussent à l'alignement sur l'un ou l'autre supergrand, cet alignement s'opère encore de façon contradictoire dans l'un et l'autre domaine, économique, diplomatique et militaire, ce qui provoque des tiraillements aussi bien de l'impérialisme français que de l'impérialisme allemand. Ces derniers, et dans leur sillage d'autres Etats européens, sont à la recherche d'une troisième voie pour tenter d'échapper au cruel dilemme de l'alignement, et même le pape est venu donner sa bénédiction à l'Europe à la tribune de l'UNESCO à Paris. En même temps, on assiste à l'effort de l'impérialisme français pour limiter, par un militarisme accru et par le jeu d'ententes alternatives avec l'un et l'autre supergrands, la puissance de l'Allemagne.

La classe ouvrière n'a pas à choisir entre les diverses hypothèses de l'impérialisme mais à les combattre toutes pour s'unir avec la classe ouvrière de tous les pays contre tous les impérialismes. C'est la seule voie féconde.

Indépendance pour les DOM-TOM

Depuis un mois, des ouvriers agricoles, des paysans pauvres et des chômeurs se sont mis à occuper des terres : la misère est telle qu'il n'y a rien d'autre à faire pour espérer manger que de s'emparer des terres vacantes.

« La question des terres, dit-on dans la presse impérialiste, sur laquelle se cristallise une agitation remontant déjà à cinq ans, pourrait servir de détonateur dans une île où le souvenir des émeutes de 1967 reste vivace, et où le Parti communiste guadeloupéen (PCG) qui a tenu son Congrès du 16 au 19 mai, vient à son tour de prononcer le mot d'« indépendance ».

Même chose à la Martinique où après trente ans de « départementalisation », Césaire s'est lui-même prononcé pour l'indépendance.

Derniers vestiges de l'empire colonial (avec les autres DOM et TOM), les Antilles sont

considérées par la bourgeoisie métropolitaine comme des possessions françaises : la Martinique, a dit le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM — mais cela vaut aussi bien pour la Réunion ou la Nouvelle-Calédonie — est définitivement un département français. La lutte sociale dans les DOM-TOM ainsi que le nombre important de travailleurs de ces pays pratiquement déportés en métropole (plus de 400.000) pose, entre autres problèmes, la question de l'indépendance.

Pour maintenir sa domination, la bourgeoisie française a doté les Antilles « françaises » d'un statut « départemental » qui ne saurait masquer le fait que les Antilles sont dans une situation coloniale.

Notre position sur le statut des DOM-TOM est claire : nous sommes pour l'indépendance immédiate et sans conditions de ces

territoires et départements. Pour le prolétariat métropolitain, cette revendication est liée au besoin de l'union internationale de la classe ouvrière et de la lutte du prolétariat contre l'impérialisme français. Cette revendication ne dépend pas du fait de savoir si l'indépendance est possible ou non avant la révolution qui renversera l'Etat impérialiste français. Un gouvernement prolétarien en métropole donnerait en tout état de cause aux populations colonisées toute liberté de séparation, que cette séparation mène à la constitution d'un Etat distinct ou à l'union avec un autre Etat.

En ce qui concerne les prolétaires et les paysans pauvres antillais, leur objectif doit être la révolution communiste mondiale et donc la lutte pour l'indépendance ne doit pas masquer le caractère inconciliable des intérêts des classes antagonistes : bourgeois d'une part, prolétaires d'autre part. Le premier objectif d'un parti prolétarien est donc d'organiser les ouvriers sur leur programme et de mettre en avant leurs revendications spécifiques, y compris sur le terrain des luttes immédiates. Il avance également comme revendication immédiate l'indépendance politique, mais ce n'est pas une raison là non plus pour s'unir dans le même parti que les nationalistes bourgeois ou petits-bourgeois. S'ils luttent contre le même ennemi momentanément, il est capital pour les prolétaires communistes de maintenir aussi sur ce terrain une indépendance politique et organisationnelle vis-à-vis des autres forces, en particulier vis-à-vis des mouvements nationalistes.

Ils doivent le faire non seulement parce qu'ils visent un but différent, mais aussi parce qu'ils n'ont pas la même manière d'avancer la revendication nationale.

A la différence des partis bourgeois des pays coloniaux qui sont pour un simple « retrait » de l'impérialisme avec lequel on peut passer des compromis, sur la base de l'indépendance politique, pour les prolétaires, la revendication de l'indépendance n'est pas un but en soi, mais un levier pour en finir avec l'oppression nationale et raciale qui entrave le développement de la lutte prolétarienne, un levier pour la destruction de l'Etat impérialiste oppresseur, et plus généralement pour la révolution communiste mondiale.

La révolte de Miami

La ville de Miami en Floride vient de connaître l'émeute la plus violente qui ait éclaté aux Etats-Unis depuis quinze ans. Exaspérés par la misère, le chômage — 14 % à Miami dans la communauté noire, 41 % des jeunes de moins de 21 ans —, des conditions de vie inhumaines, les noirs des ghettos de Miami, cette ville de rêve pour milliardaires américains, se sont révoltés. La crise économique qui sévit aux Etats-Unis aussi a encore aggravé la situation des noirs. « La situation d'un grand nombre de gens aux Etats-Unis est la pire qu'ils aient connue depuis des années », explique un leader noir modéré. Les émeutiers ont pillé les magasins et attaqué les locaux de la police, répondant ainsi par la violence à la violence permanente dont ils sont l'objet de la part de la société capitaliste américaine. L'ampleur de la répression légale et parallèle — celle du Ku Klux Klan — a montré comment la bourgeoisie entend répondre à la révolte qui devra s'emparer des autres opprimés et exploités de la société américaine. Ils doivent se préparer eux aussi à répondre à la violence organisée de la bourgeoisie par la violence organisée de leur classe.

L'extrême gauche et les élections en R.D.A. :

La feuille de vigne de la social-démocratie

Il y a déjà un moment, on a vu surgir en Allemagne une extrême gauche que l'accession de la social-démocratie au gouvernement avait désillusionnée et qui voulait « tout changer » et faire une politique révolutionnaire. Sans savoir quoi changer ni comment procéder, le mouvement étudiant de la fin des années 60 hasardait l'audacieuse revendication de « davantage de démocratie ». Mais la verve des étudiants et leur ardeur à accomplir « des actions exemplaires » n'a pas tenu devant le caractère répressif des institutions démocratiques et de leur instance suprême, l'Etat bourgeois : au fur et à mesure qu'une réalité de plus en plus difficile le faisait apparaître, leur verve s'est transformée en un faible gémissement. Le romantisme qui s'exprimait dans la phraséologie du « changer le système » a cédé la place, en l'espace de dix ans, à une politique timide, émaillée de visions apocalyptiques et entremêlée de pleurnicheries sur la répression et l'Etat policier.

Mais ce n'est là que l'aspect extérieur du processus. Dans le fond, sous son apparente bigarrure, l'ensemble de « l'extrême gauche »

n'avait qu'un seul programme : revigorer le réformisme démocratique (« la vraie démocratie »), (« les réformes sociales ») qui fut pendant un temps la propriété exclusive de la social-démocratie. L'« extrême gauche » d'Allemagne de l'Ouest n'a donc été dès le début qu'une extrême gauche souffrante, blessée par une réalité « non démocratique », c'est-à-dire de classe, et incapable d'y réagir autrement qu'en la déplorant. Mais quand la société capitaliste élimine les oripeaux de la légalité constitutionnelle, démonte la façade démocratique et met à nu l'acier froid de la domination de classe, ceux qui s'en offusquent et le déplorent ne sont autres que ceux qui courent derrière le mythe d'une justice égalitaire, d'une vraie démocratie, etc., etc., c'est-à-dire qui embrassent une idéologie petite-bourgeoise réformiste. Et face au renforcement de l'appareil répressif réclamé par tous les partis bourgeois pour faire face au durcissement du climat social, cette idéologie rend si manifestes ses propres limites que l'« extrême gauche » finit par

(Suite page 4.)

Réunion publique à GRENOBLE

Le vendredi 27 juin, à 20 h 30, Salle Millet, 11, rue Millet

60 ans après le II^e Congrès de l'IC

De quel Parti

a besoin la révolution ?

Réunion générale du Parti

Le Parti face à ses tâches internationales

Pour la première fois à une de nos réunions générales, on a tenté de fournir aux camarades, plutôt qu'un rapport politico-organisateur au sens classique et achevé du terme, un tableau général du stade du développement international du parti. Il est désormais possible de le faire régulièrement chaque année puisqu'on a déjà commencé à passer de la centralisation « spontanée », en un certain sens, de l'activité et de l'organisation dans les diverses aires géographiques, à une centralisation internationale. Cela pourra et devra se faire à une échelle de plus en plus vaste et complète au fur et à mesure que cette centralisation se renforcera. L'exposé s'est articulé en deux parties : la première a abordé l'orientation générale, la deuxième des analyses plus particulières et il est évident que nous ne donnons ici un bref compte rendu que de la première.

Le rapporteur a cependant rappelé la signification des efforts accomplis — non sans hésitations et même non sans erreurs — au cours de ces sept dernières années, les caractérisant comme la tentative de sortir des formulations générales et de principe (qui demeurent bien évidemment la base de tout travail de parti), pour en étudier l'application au terrain, mouvant et par là-même délicat, de l'action pratique (la tactique) et à celui de l'organisation. Ces domaines sont bien sûr indissociables de la théorie, des buts et des principes du mouvement, mais ce n'est pas pour cela qu'ils y renvoient mécaniquement, dans la mesure où ils exigent comme facteur complémentaire l'analyse scientifiquement conduite de la situation, des rapports de force, des alignements sociaux et politiques et de l'action de leurs déplacements sur la préparation du parti à ses tâches présentes et futures de guide de la classe vers la révolution et — à long terme — dans la révolution, etc. Cette tentative a trouvé son point de départ sur le terrain de l'intervention dans les luttes économiques et dans les organisations immédiates qui leur correspondent, parce que c'était précisément là qu'il était nécessaire de remettre l'action du parti sur des rails tout à la fois plus justes théoriquement et plus réalistes pratiquement.

Mais ce serait une erreur de croire que là doit s'arrêter l'effort d'adaptation de notre instrument tactique et de sa structure organisationnelle aux exigences — par ailleurs prévues dans la ligne doctrinale — du cycle dans lequel le monde capitaliste, et donc aussi le mouvement prolétarien sont entrés et qui mène tout droit à un nouveau conflit entre les Etats. La vérité est, en effet, que — alors même que la défense de la théorie et le travail pour la préciser restent une tâche première — il faut remettre au point tous les secteurs propres de l'activité du parti en tant qu'organe militant, de la propagande au prosélytisme, de l'intervention dans les luttes et les organisations économiques à l'agitation au sens le plus large du terme, et de là à l'organisation interne du parti à ses nombreux niveaux. Cette remise au point n'était ni possible ni nécessaire dans les longues années où nos forces se concentraient sur le travail quasi exclusif de rétablissement des bases théoriques du parti communiste, unique et mondial.

Pour bien comprendre le sens de cette exigence et les problèmes qui en découlent, le meilleur moyen est de tourner les yeux vers un phénomène d'une immense portée historique : l'émergence de prolétariats jeunes mais déjà importants numériquement et hautement combattifs, dans les pays sortis depuis peu du cycle révolutionnaire national et démocratique, prolétariats avec lesquels d'ailleurs nous sommes objectivement amenés à nouer des liens toujours plus forts et plus étroits. Comme on a déjà eu l'occasion de l'observer à plusieurs reprises dans notre presse, ceux-ci ne se limitent pas à parcourir rapidement et même très rapidement le chemin de la classe ouvrière lorsqu'elle naquit dans l'Europe de la « première » révolution industrielle, en apportant, entre autres, la triple confirmation du caractère inconciliable des antagonismes sociaux,

du caractère inévitable de leur explosion, et de la nécessité matérielle pour la classe exploitée de s'organiser à l'échelle générale contre l'exploitation quotidienne perpétrée par la classe exploiteuse. Ils indiquent aux prolétaires des pays « avancés » ce qui les attend demain, quand ils auront perdu « garanties » et « assurances » qu'un siècle et demi de luttes arrachées de force à la bourgeoisie et quand ils se retrouveront « nus et dépouillés » comme à l'époque de Marx ; ils l'indiquent par l'ardeur et l'élan « spontanés » avec lesquels ils entrent en lutte, transformant la grève elle-même en combat de rue et se heurtant directement aux forces de l'ordre établi, en une bataille qui déborde immanquablement les limites de la lutte pour « un meilleur salaire » pour devenir politique. Ils indiquent la voie aussi par les tentatives, confuses et désordonnées, mais cela ne les rend pas moins significatives, de se donner des formes d'organisation opposées aux organismes officiels, en général tellement liés à l'appareil d'Etat ou sous sa dépendance directe (syndicat unique d'Etat ou de parti) qu'ils excluent toute action autonome de résistance au joug du capital.

Or de même que ces tout jeunes prolétariats si ardents entrent en lutte sans la moindre connaissance du marxisme (du marxisme authentique, bien entendu, et non du marxisme archi-frelaté qui leur est déversé du haut d'innombrables chaires), de même ils entreprennent leurs tentatives d'organisation — dans la plus complète illégalité, comme c'était le cas en Angleterre dans les vingt premières années du XIX^e siècle — sans le moindre héritage de l'expérience accumulée ailleurs grâce à un siècle et demi de luttes de classe. Ils ont pour eux l'avantage « de n'avoir à perdre que leurs chaînes » et donc de ne pas être freinés par des facteurs objectifs et des préjugés subjectifs ; ils ont contre eux le désavantage de se trouver affrontés sans préparation à des forces politiques dont ils parviennent difficilement à déterminer la nature, d'autant plus que celles-ci s'appuient sur les inerties historiques issues de la période des luttes d'émancipation nationale, dont le poids continue à se faire sentir jusque dans la situation de conflits sociaux brûlants que la fin de cette période a créés et continue de créer partout.

Un prolétariat issu d'une telle formation historique, tout comme les jeunes couches prolétariennes que la crise mettra tôt ou tard en mouvement dans les métropoles impérialistes, est obligé de faire dans un temps très court le chemin qui a réclamé ailleurs de longues années, en ce qui concerne le parti politique, et il a un besoin urgent d'un guide sur le plan de l'orientation et de l'organisation, en ce qui concerne les organismes intermédiaires de défense économique. Il n'a, dans un cas comme dans l'autre, pas une minute à perdre, et le parti qui à juste titre prétend incarner ses intérêts finaux et, pour cette raison, être le seul en mesure de défendre efficacement ses intérêts immédiats, a le devoir de s'en approcher avec la claire conscience de devoir lui fournir, aujourd'hui, non pas la haute science marxiste,

mais les résultats, les voies et les instruments de cette science et de ne pouvoir les lui fournir qu'à la condition de posséder à son tour les instruments et les armes de la propagande dans ses manifestations les plus humbles et les plus modestes sur le plan de la préparation politique, et de l'intervention en tant qu'agitateur et organisateur dans ses expressions les plus immédiates et les plus directes sur le plan de la résistance économique de classe. Il en a le devoir en se rendant compte d'une autre vérité : c'est que précisément le processus normal tant de la formation du parti que de la reprise généralisée de la lutte de classe, est celui qui passe à travers ces canaux, alors que rien n'est plus anormal — même si cela était totalement justifié dans les années les plus noires de la contre-révolution — que celui qui a vu de petits noyaux de militants se cristalliser autour d'un travail, étendu sur vingt années, de reconstruction de la théorie dans les conditions extérieures les plus défavorables à sa réussite, du point de vue de la préparation révolutionnaire militante.

C'est pourquoi si ces sept dernières années, tant d'efforts ont été voués au travail très modeste de tisser une action syndicale et un réseau organisationnel syndical correspondant au niveau réel du mouvement, sans pour autant renoncer en aucun cas à agiter les grandes questions de principe qui seules permettent de l'éclairer, un grand effort devra désormais être consacré à l'art difficile de la propagande : d'une propagande qui n'avalise pas la théorie et n'en délaye pas les principes, mais qui la rende accessible par la voie naturelle de la lutte quotidienne et de la passion révolutionnaire, à des masses prolétariennes qui ne connaissent pas les axes de notre doctrine et qui sont probablement destinées à les ignorer encore longtemps, même pour leurs avant-gardes. Cela ne signifie pas que l'on doive mettre de côté le travail de réaffirmation et de défense des principes ; cela signifie qu'on doit le compléter par un travail de propagande, de prosélytisme et d'agitation, auquel il est grand temps de s'attaquer, en étant bien convaincus que c'est toujours et partout, mais avant tout aujourd'hui et pour nous, un terrain vierge, riche à la fois de potentialités positives et de dangers.

Le rapporteur a lu, à ce propos, un long extrait de la partie introductive d'un de nos textes de parti : l'article « Le rapport des forces sociales et politiques en Italie », paru dans le n° 29, II^e année (30 septembre 1922) de la revue théorique *Rassegna comunista*, précisément pour montrer comment se pose théoriquement la question des deux niveaux — inséparables mais cependant toujours différents — du développement interne et de l'action extérieure du parti :

« La critique théorique est un travail pour ainsi dire intérieur qui guide notre Parti ; c'est elle qui nous permet d'évaluer exactement nos forces et celles de l'adversaire ainsi que les développements probables de la situation, faute de quoi il serait impossible de prendre la moindre décision tactique et

pratique. Or dans le domaine de la critique théorique, nous devons nous attacher à une étude objective et scientifique des différents facteurs faite selon les critères que nous fournit notre méthode marxiste. Mais établir les vérités qui nous guideront est tout autre chose qu'élaborer les mots d'ordre dont tout parti se sert pour gagner à sa cause les éléments qui lui restent extérieurs et qui ne sont pas encore capables d'employer la méthode critique propre au parti. Pourtant les deux choses sont étroitement liées et on peut établir que les mots d'ordre de propagande extérieure ont une influence même sur les adhérents du parti, auxquels on ne peut évidemment pas demander de passer un examen de science marxiste. On pourrait même chercher à établir dans quelles couches du parti, quels organes intérieurs et aussi quelles occasions, il convient de faire œuvre critique plutôt qu'œuvre de prosélytisme et inversement, mais nous n'entendons pas ouvrir ici cette digression.

Dans nos « mots d'ordre de propagande », donc, et dans l'arsenal de arguments que nous employons pour conquérir les adversaires ou les indifférents, nous n'appliquons pas de façon immédiate, directe, scolastique, les thèses établies par notre critique, aussi convaincus que nous soyons de leur exactitude. Nous appliquons au contraire un procédé dialectique qui doit conduire progressivement et de la façon la plus utile possible les plus larges masses à une conscience conforme à l'orientation marxiste, tout en nous efforçant d'utiliser leur action dans un sens utile à la révolution.

Si l'on voulait obtenir ce résultat indépendamment des directives fondamentales que nous fournit la critique théorique, ou si au cours de l'action, on perdait de vue l'originalité de celle-ci, on provoquerait, comme ce fut déjà trop souvent le cas de partis prolétariens, une dégénérescence non seulement de la propagande, mais de l'action elle-même. Sans donc jamais renoncer à établir clairement nos principes critiques, nous devons choisir avec la perspicacité qui s'impose les arguments qui, dans un premier stade, ont prise sur les masses. »

Nous nous trouvons aujourd'hui en face de l'exigence objective (correspondant cependant, comme on le voit, à une exigence dictée par la théorie elle-même) de développer, ou d'aborder sérieusement pour la première fois, cet aspect fondamental de notre activité de parti, en gardant les yeux grand ouverts sur ses innombrables embûches, mais sans renoncer pour autant à affiner nos armes. Ce n'est pas un hasard si les organes de notre presse destinés aux aires géo-historiques de plus récent développement capitaliste, comme l'Amérique latine ou le Maghreb, ont dû affronter ce problème de façon urgente et directe et l'ont, dans l'ensemble, correctement résolu. C'est cela même que nous devons faire à l'échelle générale, pour pouvoir être dans les années à venir à la hauteur des tâches que la crise de la société bourgeoise impose au parti communiste et à la classe ouvrière mondiale.

L'OCI ou la rage de l'unité avec les réformistes

Nous avons vu dans un précédent article comment la LCR jouait dans le syndicat son rôle de rabatteur, au service de l'opportunisme, des énergies ouvrières saines.

Plus limpide et caricaturale encore est l'attitude de l'OCI. L'OCI prend peu de responsabilités à la OGT et à la CFDT, préférant souvent... FO, pardon le syndicat « libre » CGT-FO (jusqu'à 12% des mandats dans les congrès).

Sur le plan des principes, l'OCI défend la même orientation que la LCR : « Le problème posé est donc celui des rapports entre le mouvement des masses, la politique des appareils, la nécessité que les masses ressentent de voir leurs organisations s'unir contre les mesures gouvernementales et patronales, le refus des appareils de réaliser l'unité aux fins de soutenir le gouvernement et les institutions, et la politique d'avant-garde qui est définie par la nécessité d'aider les masses laborieuses et la jeunesse à réaliser elles-mêmes le front unique ouvrier contre le gouvernement et le patronat... » (Thèse 4 du XXII^e Congrès de l'OCI, *La Vérité* n° 586) Que faut-il faire ? L'OCI nous le dit par la plume de S. Just dans *La Vérité* n° 585, p. 28.

« Point n'est besoin de ressasser les malheurs du temps. Les travailleurs, les jeunes, les masses, les connaissent, puisqu'ils les subissent. Point n'est besoin de « dénoncer » la trahison des dirigeants ; les travailleurs, les jeunes, les masses le savent, puis-

qu'ils les subissent. Il faut dire ce qu'il faut faire, s'organiser, organiser, appeler à l'organisation, appeler aux initiatives indispensables pour en sortir, sans pour autant se prendre pour la « direction » du prolétariat. » Evidemment la mouche du coche aurait bien du mal à remplacer le cocher lui-même ! Laissons donc l'opportunisme « diriger ».

« S'organiser pour aller massivement à Paris au rassemblement national, pour que soit organisée la manifestation unie des travailleurs, des jeunes et des organisations ouvrières, devant et contre l'Assemblée nationale truquée, couverture du gouvernement Giscard-Barre... »

« S'organiser pour en finir avec les grèves tournantes disloquées qui ne font que contribuer à l'application de la politique gouvernementale et patronale. »

« S'organiser pour réaliser l'unité des travailleurs et de leurs organisations pour que s'engagent de véritables et efficaces combats. »

« S'organiser pour que toute action devienne réelle et efficace, parce que s'insérant dans une ligne politique qui mène au combat final pour en finir avec Giscard-Barre, la V^e République, porter au pouvoir un gouvernement des partis ouvriers, le PCF et le PS, sans ministres représentant les organisations et partis bourgeois. »

La boucle est une fois encore bouclée. Un coup à gauche pour dénoncer la nocivité de la politique pro-bourgeoise des « appareils »,

pour opérer un vaste mouvement à droite en bandant ses forces pour réaliser dans les luttes l'unité de ces appareils et porter leurs directions politiques aux affaires.

Pour cet objectif final du gouvernement « ouvrier », l'OCI n'hésite d'ailleurs pas à utiliser les aspirations saines des travailleurs à réaliser leur unité à la base, dans la lutte ; elle préconise la création de « comités d'initiative » indépendants des appareils, qui réalisent des liaisons directes entre toutes les catégories de travailleurs. Politique qui trouve la plus misérable et criminelle des issues, puisque aussitôt constituée, cette organisation de base devient évidemment un comité chargé de réaliser l'unité des « organisations » et donc un simple outil de manœuvre en direction de l'opportunisme pour que les syndicats s'unifient, et que la gauche aille au gouvernement.

Pour notre Parti, la renaissance d'une unité réelle du prolétariat passe par le soutien non négociable des communistes véritables à toute tentative des prolétaires combattifs de recréer des liens de lutte étroits entre tous les membres de la classe ; et par la lutte politique sans merci contre toutes les expressions de l'opportunisme.

Les débris du trotskysme dégénéré comme l'OCI sont, par leur opportunisme, aujourd'hui et mille fois plus demain des cibles privilégiées pour les coups des communistes.

Vient de paraître :
Brochure « Le Proletaire »
n° 13

Le marxisme
et l'Iran

Commandes au journal

Prix : 5 F

Le PCF, champion de l'impérialisme français

(suite de la page 1)

gnons] doivent donc exiger de leur part des concessions [...].

On a vu que la bourgeoisie française veut bien accorder aux pays en voie de développement la sous-traitance de certaines fabrications afin de limiter la concurrence. Le PCF a la même position, cynisme en plus : « La lutte pour supprimer la domination monopoliste fondée sur la technologie doit être basée sur le fait que tout pays est en droit d'accéder, en fonction de ses possibilités, aux technologies les plus avancées existantes. En fait, l'attention... on peut penser que la solution des problèmes réels rencontrés par les pays en voie de développement requiert le plus souvent des technologies intermédiaires plus immédiatement maîtrisables, plus économes en moyens matériels et davantage créatrices d'emplois... Aux pays impérialistes donc les productions à haute technologie, aux pays dominés la sous-traitance et les « technologies intermédiaires ».

En dépit des phrases sur « l'aide française qui doit doubler pour devenir conforme aux décisions de l'ONU », les pays dominés restent ce qu'ils sont : des réservoirs pour les impérialismes, impérialisme français compris. C'est pourquoi « de meilleures relations avec les pays en voie de développement sont de nature à assurer la stabilité de nos approvisionnements extérieurs en énergie et en matières premières ».

C'est surtout donc par rapport à ses concurrents industrialisés que la France doit être forte. Comme dirait le ministre de l'Industrie, par rapport à eux il faut gagner (ce qui veut dire que par rapport aux autres — les pays en voie de développement — la cause est entendue).

Contre tous ceux qui dénigrent le rôle de la France dans le monde, le PCF réaffirme que celle-ci a bel et bien une « vocation mondiale » et qu'elle a de bons atouts dans son jeu.

D'après le PC, « il est inexact de prétendre », comme le fait le ministre de l'Industrie dans l'article du Monde déjà cité, « que la France soit « dépourvue pour l'essentiel de matières premières ». La campagne menée par le Parti communiste sur le charbon, énergie d'avenir, a fait connaître l'importance de nos [remarque] le possessif] réserves. Nos ressources hydrauliques demeurent considérables. Celles d'uranium sont les plus importantes de la CEE. Notre agriculture dispose

des plus grandes potentialités. La France a le troisième espace maritime du monde. Sa forêt est immense. Ses sites sont riches de possibilités industrielles et touristiques ». Voilà pour les ressources naturelles. Mais il y a aussi les ressources humaines :

« Il faut mieux utiliser nos capacités humaines [ah, le beau langage des patrons], car en dépit d'une évolution démographique préoccupante, la France dispose d'une population active nombreuse et d'un niveau de qualification, de savoir-faire et d'efficacité parmi les plus élevés du monde. Le principal facteur de compétitivité du pays [non, ce n'est pas le CNPF qui parle] c'est le plein emploi de cette population, en assurant sa santé, sa formation et son développement » !!!

Capitalistes français, voulez-vous que vos entreprises soient prospères ? Il vous faut une population qui soit toute au travail, en bonne santé, formée et développée. Peut-on dire plus clairement que le sort de l'économie nationale dépend de la classe ouvrière et réciproquement que la classe ouvrière dépend du capitalisme et que donc, en période de crise comme aujourd'hui, il faut, en réalité, pour défendre cette économie renoncer au plein emploi, à la santé, à la « formation » et au « développement » ?

Le troisième grand objectif du PCF est la « réduction de la dépendance extérieure » obtenue en « produisant français » non pas, explique-t-on, « dans le sens d'un repli autarcique — encore que nous ne rejetons pas la mise en œuvre de mesures de sauvegarde indispensables — mais dans la perspective d'un renforcement cohérent des forces productives du pays ». Il est impératif de « réorienter les échanges extérieurs de la France ». Le commerce de la France est déficitaire avec les pays industrialisés (pour les dix premiers mois de l'année 79, le déficit de la France est de 23,5 milliards de francs avec les Etats-Unis, la RFA et le Japon) et excédentaire par rapport aux pays « socialistes » et aux pays sous-développés non producteurs de pétrole. Il faut donc développer le commerce avec les deux derniers types de pays et « rééquilibrer les échanges de la France avec les principaux pays capitalistes ». La situation actuelle ne saurait durer sans grave dommage pour l'impérialisme français : « les échanges internationaux de la France caractérisent clairement une situation de puissance de deuxième zone ». Au travail donc !

Dernier volet de la politique économique à mettre en œuvre : la solidarité du franc pour la défense duquel le gouvernement ne fait pas ce qu'il faut (et pourtant les travailleurs

le savent bien, eux, que le gouvernement de Barre défend le franc au détriment de leurs conditions de vie et de travail) : « Le gouvernement actuel considère que son objectif économique central est la défense du franc, mais celui-ci a perdu 19% de sa valeur par rapport au Deutsche Mark depuis que Giscard d'Estaing est président de la République et 9,5% par rapport à un panier de onze monnaies principales depuis que Raymond Barre est premier ministre ».

Défense du franc, meilleure utilisation des capacités humaines, « développement de la recherche et de l'innovation nationales », indépendance nationale : ce sont là des « objectifs de lutte » pour le PC. Aucun homme politique bourgeois n'a quoi que ce soit à retrancher à ces objectifs, tous ne peuvent que se réjouir de voir que pour le « parti des travailleurs » la lutte veut dire défense de l'intérêt national et non pas de l'intérêt des travailleurs.

Cette défense viscérale de l'intérêt national, de l'impérialisme français (« la France, pays avancé sans être en position de pouvoir jouer un rôle dans l'organisation impérialiste », du capitalisme français « il ne peut y avoir de franc fort sans bases économiques nationales puissantes ») n'a pas qu'une signification économique. Dire aujourd'hui, dans une situation de crise mondiale et de guerre économique préjudiciable à un affrontement armé — même si l'échéance en est plus ou moins lointaine — que « la nation française a un passé prestigieux », « qu'il lui faut un grand avenir » et que c'est là « l'ambition des communistes », cela signifie prendre une part capitale dans la préparation psychologique du prolétariat à la guerre impérialiste dans laquelle il sera appelé à défendre non pas ses intérêts mais ceux de ses ennemis.

Contre la « vocation mondiale de la France » prônée à la fois par la bourgeoisie et les faux communistes, les communistes révolutionnaires répondent que les prolétaires n'ont pas de patrie et que les objectifs de leur lutte ce sont la défense de leurs conditions de vie et de travail, et la révolution communiste. Loin de vouloir « instaurer une nouvelle division internationale du travail » dans le monde capitaliste, ils veulent détruire ce monde pour en bâtir un autre où seront mises en commun, grâce à l'instauration de la dictature du prolétariat, toutes les ressources naturelles, humaines et scientifiques pour que se développe une autre société.

Vient de paraître

EL COMUNISTA

n° 35, Junio 1980

- La victoria de la revolución exige la dirección exclusiva del partido de clase
- Los burgueses hablan claro
- El Zimbabwe, rehén del imperialismo
- La democracia blindada
- Acerca de la lucha de los estudiantes
- Capitalismo vampiro
- ¿Nacionalidad andaluza?
- Alcance y función de los nacionalismos periféricos
- LCR, servidora de los servidores
- Lucha de los parados en Tarragona
- Intento de coordinación de los parados en Madrid
- CC.OO. y el convenio-marco
- La extrema izquierda en crisis
- Luchas obreras en Brasil

Lisez

EL PROLETARIO

A NOS LECTEURS

Nous attirons l'attention de nos lecteurs et abonnés sur le fait que tous les règlements doivent désormais être libellés au nom de :

— Saro pour les chèques bancaires.

— Le Proletaire pour les chèques postaux.

Permanences du Parti

EN BELGIQUE

• A Bruxelles : le 2^e lundi de chaque mois, soit les 8 septembre (il n'y aura pas de permanence en août) etc., de 19 h 30 à 21 h 30, Café de la Régence, place Fernand-Cocq, 12, 1050 Bruxelles.

EN FRANCE

• A Aix-en-Provence : vente le dernier samedi du mois, de 11 h à 12 h, au marché devant le Palais de Justice.

• A Angers : vente tous les samedis de 11 h à 12 h, au Grand marché, place Leclerc.

• A Arles : vente sur le marché du Boulevard des Lices, le 1^{er} et le 3^e samedi de chaque mois, de 11 à 12 h, soit les 21 juin, 5 et 19 juillet, etc.

• A Avignon : vente aux Halles, place Pie, tous les samedis de 11 à 12 h.

• A Caen : vente au marché Saint-Pierre, de 10 h 30 à 12 h, le 1^{er} et le 3^e dimanche du mois, soit les 15 juin, 6 et 19 juillet, etc.

• A Grenoble : dimanche tous les quinze jours au marché Saint-Bruno, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 22 juin, 6 et 20 juillet, etc.

• Au Havre : vente le dimanche matin au marché d'Harleur le 1^{er} et le 3^e dimanche de chaque mois, les 15 juin, 6 et 20 juillet, etc.

• A Mans : vente sur le marché de Pontlieu, le 2^e dimanche de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, soit les 13 juillet, 10 août, etc.

• A Lille : tous les mercredis de 18 h à 19 h 30, rue Adolphe (sauf les 18 et 25 juin).

• A Lyon : vente et permanence au marché Garibaldi, place des Martyrs de la Résistance, le dimanche de 10 h à 11 h, tous les quinze jours, soit les 22 juin, 6 et 20 juillet, etc.

• A Nantes : vente le 1^{er} dimanche de chaque mois, marché de Talenceac, de 10 h 30 à 11 h 30. 4^e samedi du mois, soit les 28 juin, 12 et 26 juillet, etc.

• A Nîmes : vente aux Grandes Halles, entrée rue Général-Perrier, de 10 h à 11 h, le 2^e et le 3^e soit les 1^{er} et 15 juin, etc.

• A Paris : 20, rue Jean-Bouton, 75012. Le samedi, de 16 h à 19 h, et le mercredi de 18 h 30 à 20 h 30 (escalier métallique au fond de la cour à gauche), métro Gare de Lyon.

• A Rouen : vente tous les dimanches de 10 h 30 à 12 h au marché du Clos-Saint-Marc.

• A Roubais : vente au marché (face à la poste) de 11 h à 12 h, le 3^e dimanche de chaque mois, soit les 20 juillet, 17 août, etc. (pas de permanence en juin).

• A Strasbourg : tous les vendredis de 18 à 19 h, 3, rue Sainte-Catherine (au fond de la cour à droite), près de la place de Zurich.

• A Toulouse : vente au marché Saint-Sermin, le dimanche de 11 h à 12 h, tous les quinze jours, soit les 15 et 29 juin, etc.

• A Valence : dimanche tous les quinze jours de 10 h 30 à 11 h 30, au marché de Bourg-lès-Valence, place de la Liberté, soit les 15 et 29 juin, etc.

EN SUISSE

• A Lausanne : tous les samedis de 10 à 12 h, 32, rue Pré-du-Marché (1^{er} étage à droite, « Atelier »).

CORRESPONDANCE POUR LA BELGIQUE
J.A. BP 199
1060 BRUXELLES 6

CORRESPONDANCE POUR LA SUISSE
Editions Programme, 32, rue du Pré-du-Marché
1004 LAUSANNE

Directeur-gérant : SARO

Imprimerie « E.P. »
232, rue de Charenton - 75012 PARIS

Distribué par les NMPP

No d'inscription à la commission
paritaire de presse : 52926

PCF, Parti des Curetons Français

La visite du Pape en France a été l'occasion pour le PCF de nous montrer l'état de pourriture et d'aplatissement devant les idoles bourgeoises où il est parvenu. A Saint-Denis, par exemple, le pape a fait un discours anti-prolétarien avec la bénédiction des bonzes du PC qui l'ont écouté excommunier la lutte de classe. Le PC s'est senti obligé de répondre, mais dans quels termes !

« Pour nous, communistes, la lutte des classes n'est ni un idéal ni une finalité, c'est une réalité indépendante de notre volonté, et qu'il faut justement dépasser, et ce n'est pas nous qui avons fait le monde tel qu'il est, nous luttons au contraire pour le transformer et pour qu'un jour l'entraide réciproque succède à la loi de la jungle, pour que la paix règne entre les hommes et entre les nations (sic).

Mais il y a les hommes de bonne volonté et les autres. Entre la poignée de riches qui exploitent et la grande armée des pauvres victimes de l'exploitation nous avons fait notre choix. Nous sommes solidaires de la lutte des seconds. Ce n'est pas la haine mais l'amour qui nous anime.

Voilà pourquoi nous pensons que communistes et chrétiens se joindront en nombre toujours plus grand pour construire un monde meilleur. Jean-Paul II estime que la course aux armements nucléaires menace la survie de l'humanité, que l'homme n'a pas seulement faim de pain, mais aussi de vérité et de liberté. Nous le pensons aussi » (L'Humanité du 3/6).

Amen !

Soutenez le développement international de la presse du Parti
Souscrivez

L'extrême gauche et les élections en R.D.A.

(suite de la page 2)

se jeter de nouveau dans les bras de la social-démocratie « détestée » — ou redoutée.

C'est ce qui est en train de se passer en Allemagne. L'occasion en a été fournie par les grands débats sur le problème des élections politiques et du comportement qu'il faut adopter à leur égard. Lors d'une table ronde sur le thème « la gauche et les élections », les personnalités en vue de la « gauche », vieille et nouvelle, qui intervenaient (parmi lesquelles figuraient divers trotskystes, jeunes socialistes, etc.) n'ont fait que se lamenter sur les noirs nuages de la répression croissante, qui s'accroissent à l'horizon avec la candidature à la chancellerie du démocrate chrétien Strauss. Cela traduit clairement l'embarras dans lequel se trouve l'« extrême gauche » : d'un côté, elle voudrait bien constituer une véritable alternative réformatrice à la social-démocratie officielle, en formant sur sa gauche un nouveau parti où trouveraient refuge les courants « d'opposition civile » (comme les antinucléaires et autres) et les groupes maoïstes désormais dissous ; d'un autre côté, elle sait bien que dans la logique démocratique — parlementaire — la social-démocratie officielle est la seule force en mesure s'arrêter la montée du démon, Frantz Joseph Strauss. La teneur des interventions reflète fidèlement les tourments du réformisme petit-bourgeois d'hier : son rêve serait d'être « vraiment » réformatrice et radicale, de constituer une opposition démocratique efficace, de réaliser des réformes sociales, et un jour par cette voie, « de transcroître en socialisme » ; mais elle en est incapable parce que la bourgeoisie se prépare, à un rythme accéléré, à affronter une guerre civile qu'elle prévoit tôt ou tard inévitable et parce que, parallèlement, les « masses populaires » petites-bourgeoises sont trop attirées par cette véritable « autorité » et cette véritable « alternative » pour qu'il reste le moindre espace pour le mensonge démocratique et social-réformiste en dehors des grands partis bourgeois. Conclusion : les porte-parole de l'« extrême gauche », se

demandant à qui donner leurs voix, finissent par se reconnaître favorables à l'argument du « moindre mal », argument qui se révèle en tout cas « exécrablement efficace au point de devenir indispensable comme les béquilles le sont pour le paralytique : efficace pour marcher courbé mais pas pour marcher droits ». (E. Altwater in Kritik, n° 22, p. 15).

C'est exactement le cas. Le réformisme petit-bourgeois a aujourd'hui besoin du réformisme grand-bourgeois, qui ne fait qu'un avec l'Etat, rien que pour pouvoir se traîner un peu plus avant.

L'autre aspect, qui est pour nous le plus décisif, réside dans la donnée objective que c'est précisément à l'« extrême gauche » de revigorer sur le plan réformatrice l'opportuniste d'Etat dont la mission historique consiste à décorer l'Etat de classe avec la démocratie et à le rendre acceptable au prolétariat avec des miettes de réformes. Magnifique ! Strauss, le représentant d'un « cours » rigide mais néanmoins toujours maintenu dans les limites de l'Etat de classe démocratique, oblige l'« extrême gauche » à se faire, — consciemment ou non — l'aide électorale du SPD et l'oblige donc à en revaloriser la capacité d'intégration réformatrice !

La « table ronde » a donc, directement ou indirectement, apporté de l'eau au moulin électoral du parti de Schmidt et de Brandt. D'ailleurs cela est valable aussi pour les groupes qui accusent le SPD d'avoir, par sa politique répressive, préparé le terrain à Strauss. En substance, en reprochant au SPD de ne pas être suffisamment social-démocrate, on fait de la propagande pour un supplément de social-démocratie... en dehors des rangs de la social-démocratie officielle, au sein de laquelle on finit par retomber dès lors que les tentatives « d'alliance électorale » ou de constitution d'un parti petit-bourgeois d'« extrême gauche » ont fait faillite.

Une fois de plus il se révèle que, sur ce terrain, l'opposition au « système » se transforme nécessairement en « soutien » au système.